

## **Sarkozy réaffirme son refus d'exploiter les gaz de schiste**

Info rédaction, publiée le 21 décembre 2011

**Nicolas Sarkozy a profité de sa visite aux Vans en Ardèche pour réaffirmer son sentiment quant à l'exploitation des gaz de schiste en France. Le Président de la République s'y est vu remettre par le maire de la commune, Bruno Vigier, une lettre du collectif "stop au gaz de schiste".**

Non, Nicolas Sarkozy ne changera pas d'avis. Le Président français continue de s'opposer à l'exploitation du gaz de schiste par fracturation hydraulique. Début octobre, le gouvernement avait annoncé l'abrogation des trois permis d'exploration d'hydrocarbures visant exclusivement le gaz de schiste. Une loi avait d'ailleurs été adoptée en juillet dernier interdisant, en France, la technique controversée de la fracturation hydraulique, polluant les sous-sols. Le principe consiste à infiltrer de l'eau dans les roches en sous-sol pour faire pression dans les cavités et ainsi les faire craquer afin de récolter les gaz de schiste. Ce système d'exploitation est très détériorant et polluant car, en faisant des dégâts dans les sous-sols, c'est la nappe phréatique qui risque à tout moment d'être polluée. Et il est impossible de traiter une eau polluée à 100%.

### **L'eau en danger**

Selon ces rapports de l'EPA, les rejets toxiques, causés par l'exploitation des gaz de schiste, auraient des conséquences graves sur l'environnement et la santé de l'homme. Le journal américain *New York Times* va plus loin : « Avec la fracturation hydraulique, un puits produit parfois plus de 4 millions de litres d'eaux usées qui contiennent souvent des sels hautement corrosifs, des cancérogènes comme le benzène et des éléments radioactifs comme le radium, tous pouvant être présents naturellement à des centaines de mètres sous le sol ». L'eau est une ressource vitale à l'homme qui montre, déjà de nos jours, des signes d'insuffisance à subvenir aux besoins de toute la planète.

En ce sens, la déclaration de Nicolas Sarkozy a répondu à la méfiance des manifestants contre ce type d'exploitation.

Parallèlement à l'enthousiasme suscité par cette annonce, le groupe Total a été surpris des dires du Président de la République; ce dernier aurait donné, en octobre dernier, son accord au groupe pour trois permis d'exploration de sous sols, visant à une éventuelle exploitation des gaz de schiste y attenant.

Danièle Favari (veille juridique des GDS)